

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20230317-2372A-DE-1-1  
Date de télétransmission : 21/03/2023  
Date de réception préfecture : 21/03/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MARS 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

**Excusés** : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE.  
Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET.

#### **LILLERS Convention GUSP**

---

Direction du territoire de béthune-bruay  
Rapporteur : M. PARIS Olivier

---

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) se définit comme une démarche d'intervention partenariale à la fois coordonnée et partagée, entre ceux qui habitent la ville et les institutions qui ont la responsabilité de sa gestion au quotidien. Elle vise à améliorer la vie quotidienne des habitants, en répondant aux problèmes courants liés à l'habitat et au cadre de vie.

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité permet ainsi de mettre en place un mode de gestion adapté au territoire pour lequel le logement et le cadre de vie doivent être les premiers éléments d'intervention, car ils influent directement sur la qualité de vie des

habitants.

Elle permet également de mobiliser l'ensemble des partenaires de la gestion d'un territoire : les bailleurs sociaux, les services techniques, les acteurs de la prévention, les associations de quartier. L'enjeu majeur de la GUSP est d'assurer la pérennité des investissements liés notamment à la rénovation urbaine et à la politique de la ville, pour un développement durable des quartiers et une meilleure qualité de vie.

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du Contrat de Ville, en vigueur depuis 2015, au titre du volet cadre de vie et renouvellement urbain, la commune de Lillers souhaite mettre en place une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité au sein de son quartier prioritaire (QP062057 Ville Centre Lillers) et à titre expérimental pour l'année 2023.

La volonté de la ville de Lillers est de renforcer, dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, l'action de Pas-de-Calais habitat au sein de son quartier prioritaire autour de la GUSP afin de mettre en œuvre le programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023.

Pas-de-Calais habitat qui dispose de 187 logements sur la commune de Lillers, dont 41 logements en QPV, a tout intérêt à apporter son soutien et à prendre part à la mise en place de cette GUSP en s'appuyant sur le programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023.

Pas-de-Calais habitat inscrira donc son intervention dans le respect de la délibération prise par le Conseil d'administration du 16 décembre 2022 relative au renouvellement des conventions-avenants d'utilisation de l'abattement TFPB pour l'année 2023 et à l'avenant à la Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville signé le 20 décembre 2022.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent Pas-de-Calais habitat à être un partenaire de la convention Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) avec la commune de Lillers,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention locale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) avec la ville de Lillers, dans le respect du programme d'actions de l'abattement TFPB pour l'année 2023 et à la signer.

Décision adoptée à l'unanimité

# Ville de lillers

Département du **Pas-de-Calais**

Arrondissement de **Béthune**

Canton de **Lillers**



SCAN DRIVE - DT  
- RCE  
- RA.

Lillers, le 19 décembre 2022.

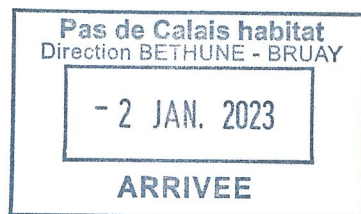
Carole DUBOIS  
Maire

À

PAS-DE-CALAIS- HABITAT  
Monsieur Olivier PARIS  
Directeur du Territoire Béthune Bruay  
40 Grand Place  
62 400 BETHUNE

**Service Politique Ville**

Tél. 06.80.99.37.93



Vos réf. : PAS-DE-CALAIS- HABITAT-1

Nos réf. : PV/SR/PdC N°01/22

Objet : **Convention GUSP**

Monsieur le Directeur de Territoire,

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du Contrat de Ville au titre du volet cadre de vie et renouvellement urbain et de la convention opérationnelle de la ville de Lillers, la commune souhaite mettre en place une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité au sein du quartier prioritaire et à titre expérimental pour l'année 2023.

Pas-de-Calais-Habitat est un acteur et partenaire de la gestion du territoire. Aussi, je souhaite renforcer dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 notre action au sein du quartier prioritaire et nous mobiliser autour de la GUSP, afin de mettre en place un mode de gestion adapté à notre ville, pour laquelle le logement et le cadre de vie sont les premiers éléments d'intervention, car ils influent directement sur la qualité de vie des habitants.

À ce titre, vous trouverez ci-joint un projet de convention GUSP que je sou mets à votre appréciation en vue de sa mise en œuvre dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

Mes services et moi-même restons à votre disposition pour toute précision et la mise en place d'une réunion de validation, le cas échéant.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur de Territoire, l'expression de mes salutations distinguées.

*Cordialement,*

Madame le Maire,

C. DUBOIS 62190

**Mairie de Lillers**

Place Roger Salengro • BP 90009 • 62192 Lillers Cédex • Tél. 03.21.61.64.64. • Fax 03.21.61.64.65. • [www.mairie-lillers.fr](http://www.mairie-lillers.fr)



Ville de Lillers

# Convention locale de Gestion Urbaine & Sociale De Proximité

Décembre 2022



# Sommaire

<b>1) PRÉAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>2) LES PARTIES PRENANTES DE LA PRESENTE CONVENTION .....</b>	<b>7</b>
<b>3) LA GUSP (GESTION URBAINE &amp; SOCIALE DE PROXIMITÉ) : DÉFINITION ET PRINCIPES PARTAGÉS</b>	
A) Synthèse .....	8
B) Une démarche pour l'amélioration de la qualité du cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires.....	9
C) La dimension sociale de la gestion .....	10
D) Une démarche qui accompagne les processus de transformation urbaine des quartiers .....	11
E) Les principes incontournables de la GUSP .....	12
<b>4) LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DE LA GUSP</b>	
A) Rappel du cadre national de mise en œuvre de la GUSP.....	13
B) Le cadre communal de la GUSP.....	14
a) Historique et contexte local.....	14
b) Périmètre d'intervention.....	14
C) La mise en œuvre opérationnelle de la GUSP.....	15
a) Enjeux opérationnels .....	15
b) Objectifs opérationnels .....	16
<b>5) LE DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI .....</b>	<b>18</b>
<b>6) RESPECTER ET PARTICIPER A LA MISE EN OEUVRE DE CETTE CONVENTION, C'EST :</b>	
<b>7) SIGNATURES</b>	

## PRÉAMBULE

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) se définit comme « l'ensemble des actes qui contribuent au bon fonctionnement d'un quartier et à une amélioration permanente des services rendus aux habitants » (note de cadrage, DIV, 1999)

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité permet de mettre en place un mode de gestion adapté au territoire pour lequel le logement et le cadre de vie doivent être les premiers éléments d'intervention, car ils influent directement sur la qualité de vie des habitants. Elle permet aussi de mobiliser l'ensemble des partenaires de la gestion d'un territoire : les bailleurs sociaux, les services techniques, les acteurs de la prévention, les associations de quartier. L'enjeu majeur de la G.U.S.P est d'assurer la pérennité des investissements liés notamment à la rénovation urbaine et à la politique de la ville, pour un développement durable des quartiers et une meilleure qualité de vie.

La convention de GUSP est complémentaire à d'autres dispositifs déjà en place sur la Ville de Lillers :

- le Contrat de Ville en vigueur depuis 2015 est coordonné à l'échelle de l'agglomération. Un protocole d'accord vient le renforcer pour 2019-2022 avec une actualisation des engagements entre l'Etat et l'agglomération. Il permet aux partenaires signataires du Contrat de Ville, dont Lillers fait partie, de réaffirmer leur façon d'agir dans les quartiers et de partager leurs priorités d'intervention. Il porte sur les thématiques suivantes :

- Le logement et cadre de vie
- L'emploi et l'insertion professionnelle
- La mixité sociale (logement social...)
- L'éducation et la petite enfance (Crèche en qpv, stage, réussite éducative...)
- La solidarité (maisons de santé....)
- L'engagement, Citoyenneté, prévention de la délinquance
- La culture (microfolies dans les quartiers...)
- Le sport (espaces sportifs accessibles, sport santé...)

L'écriture du futur Contrat de Ville pour les quatre années à venir est en cours.

- l'ORT – Ce dispositif intègre le programme pluriannuel et global Petites Villes de demain.

- l'OPAH-RU.

### Objet de la démarche de Gestion urbaine et sociale de proximité

Depuis plusieurs années<sup>1</sup> se développent des démarches de gestion urbaine de proximité associant étroitement l'ensemble des partenaires sur les quartiers. Ces démarches ont

---

<sup>1</sup> En 1998, le comité interministériel des villes (CIV) prévoit la mise en œuvre de la GUP à l'occasion de la signature des contrats de ville. Définies dans une note de cadrage de 1999 (Ministère de l'équipement, Délégation interministérielle à la ville, Union sociale pour l'Habitat), les démarches de gestion urbaine de proximité (GUP), qui visent à améliorer le fonctionnement des quartiers en politique de la ville, la qualité et la cohérence des services urbains et la tranquillité publique, se sont inscrites tout d'abord dans les contrats de ville 2000-2006, pour monter en charge par la suite et compléter les programmes de rénovation urbaine. La Loi Borloo du 1er août 2003 précise que les conventions de GUP doivent « se fonder sur un diagnostic précis, donner lieu à des engagements contractuels clairs, être dotés d'outils de suivi et d'évaluation et associer les habitants à tous niveaux de mise en œuvre, du diagnostic à l'évaluation. » En 2015, Développement du volet « social » et participatif de la GUSP dans le contexte de l'élaboration des nouveaux Contrats de ville.

trouvé un écho porteur au sein des collectivités, des organismes bailleurs et des partenaires de la politique de la ville, dans la mesure où elles constituent des réponses complémentaires aux dispositifs engagés pour transformer les quartiers politiques de la ville : la qualité du service rendu aux habitants, la réponse à leurs attentes d'un cadre de vie amélioré, le changement de l'image de ces quartiers et pas uniquement de leur forme urbaine.

La gestion urbaine et sociale de proximité ne se veut pas être un nouvel échelon décisionnel, mais bien plutôt un outil permettant de coordonner dans le temps et dans l'espace, l'ensemble des services urbains et résidentiels sur un quartier ou un site. Aussi a-t-elle pour finalités :

- de permettre une amélioration visible du quotidien des habitants du quartier prioritaire et des professionnels qui vivent dans le quartier par des actions qui s'apprécient au fil des jours,
- permettre une action collective par un pilotage structuré fondé sur l'intérêt commun de l'ensemble des acteurs locaux,
- d'accroître la réactivité de signalement et le traitement des dysfonctionnements,
- d'améliorer la formation, le positionnement et la valorisation des agents intervenant sur le terrain,
- de contribuer de façon déterminante à la pérennisation des investissements en s'inscrivant dans une démarche de développement social et durable du quartier,
- de mettre en œuvre des solutions innovantes et promouvoir l'expérimentation d'outils et de méthodes de gestion participative des quartiers,
- d'être rapidement opérationnelle et reposer sur des méthodes d'analyse et d'intervention coordonnées des partenaires sur le territoire concerné,
- placer les habitants et leurs représentants, les personnels de proximité au cœur de la démarche pour prendre en compte leurs préoccupations et leurs expertises d'usage.

Cette démarche s'intègre dans un projet de développement global et doit s'articuler avec différents dispositifs spécifiques :

- l'outil de la politique de la Ville : le Contrat de ville et Convention Opérationnelle ;
- l'outil des services techniques de la Ville de Lillers ;
- l'outil des bailleurs : leur budget et leur éligibilité à la TFPB ;
- l'outil visant l'amélioration de la sécurité : CLSPD/CISPD ;
- les outils de communication et de transmission de l'information ;

- les outils de signalement, de prise en compte des doléances et de traitement des demandes.

La présente convention vise à :

→ **Créer une culture commune** autour de la notion de gestion urbaine & sociale de proximité afin de susciter l'adhésion et l'engagement des parties prenantes dans la déclinaison de la convention ;

→ **Outiller les acteurs locaux** pour qu'ils déploient la GUSP sur leur territoire de manière opérationnelle ;

→ **Fédérer les partenaires** des instances locales autour d'une politique de gestion adaptée et d'amélioration de la qualité de vie du quartier prioritaire sur la ville de Lillers ;

→ **Trouver le bon équilibre** dans une démarche qui **exige une proximité** forte sur le quartier et avec les habitants (échelle de la commune) ;

→ **Assurer une intervention optimale et cohérente des acteurs** grâce à des outils et ressources qui doivent enrichir les projets de gestion et une répartition effective des responsabilités de chacun dans la gestion des espaces publics et privés.

Cette convention représente le cadre d'intervention de référence en lien avec les démarches et le plan d'action local de la GUSP qui doivent être mis en œuvre, par la commune elle-même, dans le cadre de la déclinaison du contrat de ville et de la convention opérationnelle.

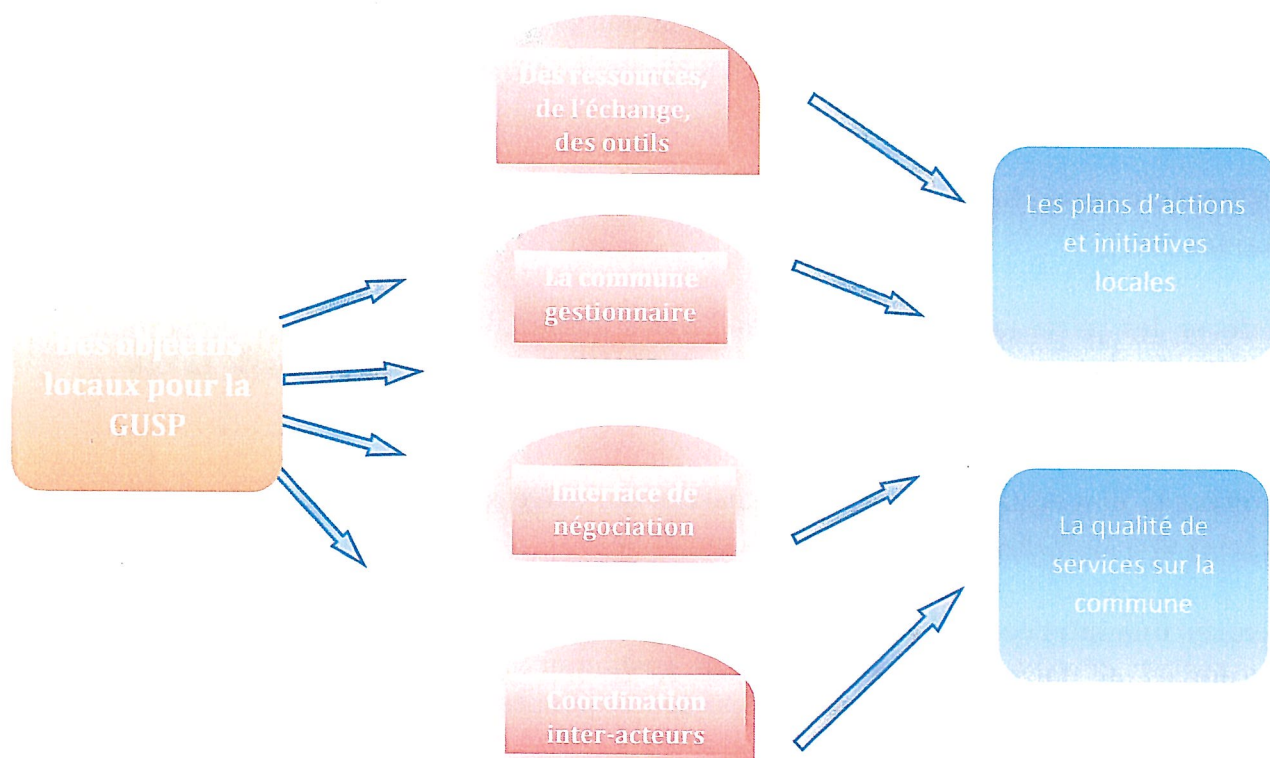
Ce document s'appuie sur les enjeux et besoins de la commune en matière de gestion urbaine & sociale du quartier prioritaire pour apporter des réponses adaptées. Le plan d'actions de la convention propose différents niveaux d'intervention :

- des actions portées par la commune au titre de ses compétences ;
- des actions où la commune anime un dialogue inter-acteurs sur des enjeux identifiés ;
- des actions portées par les partenaires qui souhaitent contribuer à la mise en œuvre effective des actions de GUSP sur le quartier prioritaire.

Cette convention constitue donc un pacte d'engagement ambitieux en même temps qu'une boîte à outils au service de l'amélioration de la situation du quartier prioritaire sur le plan de la gestion. Les sujets qu'elle traite sont nombreux et chaque partenaire, en adhérant à cette convention, s'engage à contribuer au déploiement des actions dans la déclinaison locale, qui permettront une amélioration notable de la qualité du cadre de vie du quartier prioritaire et de ses habitants.



Esprit de la convention :



## LES PARTIES PRENANTES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La convention locale de GUSP est une déclinaison opérationnelle du contrat de ville au titre du volet cadre de vie et renouvellement urbain et de la convention opérationnelle de la ville de Lillers. Au stade expérimental pour une année, la présente convention s'inscrit dans une démarche évolutive, actualisable et une vision à moyen terme, même si le partenariat et le mode d'intervention qu'elle met en place sont appelés à perdurer. Les signataires de la convention locale de GUSP sont les bailleurs sociaux.

- **La Ville de Lillers**, représentée par son Maire, Carole Dubois ;
- **SIA Habitat**, représenté par la Directrice Générale du Service Habitat, Mme Cornillon ;
- **Pas-de-Calais Habitat**, représenté par le Directeur du Territoire Béthune Bruay, Olivier PARIS ;
- **La Société Immobilière du Grand Hainaut**, représentée par la Responsable de Territoire, Valérie BOITE ;
- **Maisons et Cités**, représenté par le Directeur de Territoire, Pierre-Antoine RANDOUR.

## **LA GUSP (GESTION URBAINE & SOCIALE DE PROXIMITÉ) : DÉFINITION ET PRINCIPES PARTAGÉS**

### **A) Synthèse**

#### 1. Ce que la GUSP est :

La gestion urbaine & sociale de proximité se définit comme la « réponse qualitative que la ville de Lillers et les bailleurs sociaux peuvent apporter aux attentes de la population, pour améliorer la qualité du cadre de vie et les conditions de vie ». Il s'agit de l'ensemble des mesures qui contribuent à améliorer le cadre de vie des habitants au sein du quartier prioritaire grâce à une organisation claire et structurée mais aussi à toute démarche permettant d'assurer l'appropriation positive des espaces extérieurs. Ces mesures dépassent le cadre purement technique de la gestion et peuvent émaner d'autres sphères d'intervention dès lors que celles-ci contribuent à la bonne gestion et au bon fonctionnement du quartier. La présente convention affirme donc que la gestion urbaine & sociale de proximité est :

→ Une démarche transversale qui affirme que l'organisation et la gestion du quartier prioritaire ne peut être appréhendée sous un angle exclusivement technique mais doit intégrer une dimension sociale (prise en compte de l'usager dans l'aménagement et la gestion des espaces, mobilisation des acteurs de proximité pour une meilleure compréhension des phénomènes à l'œuvre, des pratiques et habitudes...) ;

→ Une méthode de construction des actions qui requiert du partenariat, du dialogue avec les habitants et usagers, un décloisonnement des approches en faisant travailler ensemble des professionnels d'horizons divers ;

→ Un outil de veille qui fait apparaître et remonter les dysfonctionnements repérés sur le quartier et les relaye, lorsqu'il ne s'agit pas de problématique de GUSP, dans les dispositifs adaptés (ex. problème de tranquillité dans le CLSPD...) ;

→ Une démarche proactive qui n'agit pas seulement en réactions aux dysfonctionnements mais les anticipe pour mieux concevoir les aménagements et mieux organiser la gestion des quartiers.

#### 2. Ce que la GUSP n'est pas :

La GUSP n'est pas :

→ Une démarche d'animation de la vie de quartier. Les actions engagées au titre de la GUSP y contribueront (ballades urbaines etc), mais l'animation vie de quartier fait appel à d'autres dispositifs et projets portés ailleurs que dans le cadre de la GUSP ;

→ Une politique d'accompagnement individuel ou d'action sociale, qui sont des ambitions davantage portées par le pilier cohésion sociale du contrat de ville ;

→ Une politique de sécurité, même si des actions menées dans le cadre de la GUSP peuvent impacter sur les phénomènes de sécurité et la prévention de la délinquance (prévention situationnelle, éclairage, aménagement d'espaces délaissés...).

## **B) Une démarche pour l'amélioration de la qualité du cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires**

### 1. La GUSP au service d'une intervention de qualité sur les quartiers :

La GUSP est une politique de gestion des espaces publics et privés des quartiers prioritaires qui fait appel aux organisations des structures responsables de l'entretien de leur patrimoine pour garantir une gestion de qualité et adaptée des espaces, une régulation de ceux-ci (organisation, accès à l'espace, gestion du mobilier urbain). Chaque partenaire s'engage ainsi à assurer un niveau d'entretien défini en fonction de la spécificité du site concerné.

### 2. L'approche méthodologique de la GUSP :

Si chaque gestionnaire assure au quotidien la gestion du quartier prioritaire, la GUSP apporte une plus-value en termes de méthode.

#### **Un support de veille urbaine et sociale :**

Elle favorise des lieux de rencontre et de veille autour du fonctionnement et de l'organisation du quartier en rassemblant les acteurs intervenant sur le quartier : Politique de la Ville, gestionnaires, bailleurs sociaux, CABBALR, services de l'Etat, acteurs sociaux, représentants d'habitants... Le croisement de regard des intervenants permet de comprendre les phénomènes à l'œuvre sur les quartiers et d'apporter des réponses adaptées faisant appel aux process, outils propres aux différents organismes.

#### **→ Qui offre une réactivité face aux dysfonctionnements :**

La gestion urbaine et sociale de proximité a par le passé pu être assimilée à des actions correctives visant à réparer les dysfonctionnements. Si cette dimension est essentielle en ce qu'elle offre une réactivité et une rapidité d'intervention, elle n'est pas seulement cela.

La GUSP est un dispositif qui s'appuie sur les personnels de proximité et des outils de terrain qui permettent d'identifier rapidement des dysfonctionnements constatés et d'intervenir en conséquence.

#### **→ Mais également une approche projet pour aller vers des stratégies de gestion :**

La GUSP constitue un espace de dialogue entre les partenaires intervenant sur le quartier. Si ceux-ci déploient leurs outils et méthodes pour assurer une politique de gestion optimale, l'importance réside aussi et surtout dans la capacité à ne pas être seulement dans l'approche réactive, mais dans une dimension proactive consistant à travailler par anticipation et en mode projet.

Cela se traduit par la mise en discussion de certains sujets susceptibles d'impacter l'organisation sociale et urbaine du quartier. Il s'agit de s'appuyer sur la plus-value partenariale et multidimensionnelle de la GUSP grâce à une diversité d'acteurs pour analyser soit des problèmes identifiés soit des difficultés susceptibles d'apparaître. A titre d'exemple, l'arrivée à proximité d'un quartier d'un équipement majeur aura des répercussions sur les flux sur le quartier, le stationnement et la cohabitation entre les habitants du quartier et les usagers de l'équipement.

Avoir une approche projet consiste donc à s'appuyer sur un diagnostic précis des modalités de gestion du quartier, de l'usage qui est fait des espaces publics et privés par les habitants pour déployer un plan d'actions pertinent et adapté aux réalités du quartier.

C'est la compréhension de la spécificité du quartier qui garantira des réponses ciblées. L'étape du diagnostic est ainsi fondamentale et doit dépasser les simples constats. En effet, la force de la GUSP réside dans sa capacité à analyser les causes des dysfonctionnements ou des phénomènes à venir. Les difficultés rencontrées en matière de gestion urbaine sont souvent de quatre ordres :

- Une analyse sous l'angle de l'entretien et à la gestion du site/du bâtiment : manque de moyens, responsabilités non clarifiés, difficulté d'intervention des personnels de proximité ;
- Une analyse sous l'angle de la conception : espaces interstitiels délicats à entretenir, configuration confidentielle propice aux rassemblements ou aux incivilités ;
- Une analyse sous l'angle des usages : incivilités, rassemblements ;
- Une analyse sous l'angle de la coopération et de la veille : absence de dispositif partenarial et de coopération entre acteurs, déconnexion entre le terrain et la sphère décisionnelle.

Analyser les situations des quartiers sous ces quatre angles permet d'appréhender la globalité d'un phénomène et d'apporter des réponses qui vont faire appel à plusieurs acteurs : les concepteurs/aménageurs, les gestionnaires, les opérateurs de proximité, les usagers eux-mêmes.

La gestion urbaine et sociale de proximité est ainsi une véritable démarche de projet qui encourage les acteurs à s'interroger collectivement sur tout ce qui concourt à l'organisation et au fonctionnement des quartiers, d'un point de vue technique, mais également sous l'angle de l'usage et des pratiques.

## **C) La dimension sociale de la gestion**

### **1. La garantie d'une approche transversale pour une gestion globale :**

La gestion de proximité, historiquement abordée selon une approche technique, opère un basculement vers une intégration de plus en plus forte de la dimension sociale. Les acteurs de la GUSP ont ainsi affirmé l'importance de déployer une gestion urbaine et sociale de proximité qui se définit de la manière suivante : la capacité à mobiliser l'ensemble des intervenants et dispositifs urbains et sociaux pour assurer une organisation et un fonctionnement de qualité du quartier prioritaire. En d'autres termes, la GUSP consiste à considérer qu'un dysfonctionnement ne peut être résolu par la seule approche technique du problème. Il est nécessaire d'y intégrer une analyse et une mobilisation des dynamiques sociales pour apporter des réponses pertinentes.

C'est cette approche transversale qui doit être privilégiée grâce à l'association d'acteurs non directement concernés par les politiques de gestion urbaine, mais qui ont une approche complémentaire d'un regard exclusivement technique.

La dimension sociale consiste donc à regarder le quartier par l'usage qui en est fait, la manière dont il vit, s'organise pour anticiper ou résoudre les déviations d'usage, utilisation abusive d'un équipement, d'une place publique, tensions voitures/piétons) et apporter des solutions techniques, mais aussi d'accompagnement, d'animation, de médiation.

## 2. La contribution à la tranquillité publique :

Si la GUSP n'est pas un volet de la politique de sécurité et de prévention mise en place sur un quartier, elle peut néanmoins jouer un rôle qui impactera sur la situation du quartier. En effet, les squats, comportements abusifs nuisent au cadre de vie (dégradations, occupations de halls d'immeuble, de l'espace public), de même que ces phénomènes peuvent impacter sur le travail quotidien des agents de proximité qui peuvent se sentir en insécurité et faire valoir leur droit de retrait.

La GUSP, en intervenant sur l'entretien et la régulation des espaces, la réactivité face aux dégradations, la médiation en proximité, contribue non seulement à agir rapidement face aux dysfonctionnements, mais également à prévenir certaines situations à risque liées au sentiment d'abandon des espaces, à l'impression que ceux-ci ne sont pas entretenus.

La gestion urbaine et sociale de proximité, à travers les espaces et outils de veille qu'elle déploie permet également d'intervenir sur des aménagements, des ajustements qui auront des effets sur la « sécurisation passive » du quartier.

## 3. Un outil pour l'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires :

Cadre de vie et insertion professionnelle sont liés. Les outils sont nombreux pour appuyer cette affirmation : les régies de quartier, les chantiers d'insertion, la clause d'insertion dans les marchés publics.

La gestion urbaine & sociale de proximité doit savoir mobiliser les leviers qui accompagnent l'insertion professionnelle pour intervenir sur les problématiques de gestion urbaine. Cette approche exige un travail de coopération avec les institutions compétentes non seulement en matière d'insertion professionnelle (État, Département, Agglomération), mais plus globalement sur le développement économique (État, Région, Agglomération) et la formation professionnelle (Région).

Ladite convention affirme donc la nécessité de considérer l'insertion professionnelle comme une dimension à mettre au bénéfice de la GUSP, tout en précisant que l'insertion ne saurait être exclusivement dédiée à celle-ci. Cette affirmation exige de penser les passerelles entre les politiques de l'emploi, de développement économique, d'économie sociale et solidaire d'une part et la Politique de la Ville et les politiques de gestion urbaine d'autre part.

## **D) Une démarche qui accompagne les processus de transformation urbaine des quartiers**

### 1. L'intégration de la gestion et de l'usage dans la conception des projets :

La GUSP permet, comme évoqué précédemment, de penser les projets d'aménagement différemment et d'intégrer l'expertise d'usage dans la manière d'organiser et gérer les



quartiers. Les projets sont ainsi conçus en tenant compte des exigences et habitudes des usagers et des gestionnaires pour limiter les défauts d'entretien qui pourraient survenir ou les défauts d'usage. La transformation urbaine des quartiers bouleverse les pratiques des habitants et usagers, mais aussi des services gestionnaires. C'est pourquoi, l'un comme l'autre doivent faire partie des discussions lors du projet d'aménagement. Cette implication constitue un gage de réussite du projet en ce qu'elle permettra une adaptation des projets, voire une réorientation et contribuera à une appropriation plus forte des espaces nouvellement créés par les usagers.

## 2. La gestion des chantiers et des travaux :

Les opérations d'aménagement et de restructuration impactent l'organisation quotidienne des quartiers et la GUSP fait converger l'exigence de faire avancer les travaux avec le besoin de garantir un fonctionnement régulier des espaces, équipements et services sur le quartier. En travaillant avec les acteurs en présence, les maîtres d'œuvre, agents de proximité, il s'agit donc de maintenir une qualité de service équivalente en phase chantier sur tous les sujets concourant à la vie du quartier : ramassage des déchets, organisation des axes de circulation (voiture, piétons, cyclables) entretien des espaces en friche, appropriation transitoire des espaces en friche, limitation des nuisances tout en respectant le rythme des travaux....

## 3. L'accompagnement des habitants dans l'appropriation et la compréhension de leur environnement :

La GUSP est une démarche visant à accompagner les habitants et les usagers dans la compréhension de leur nouvel environnement et, en conséquence, l'appropriation de celui-ci. Passer d'un logement collectif à une habitation individuelle, découvrir une nouvelle place publique, un nouveau mobilier urbain, une nouvelle organisation de la collecte des déchets, voir un immeuble disparaître, sont autant d'étapes qu'il convient d'accompagner. Cet accompagnement garantira une compréhension des nouveaux comportements à adopter, de la nouvelle organisation mise en place et contribuera à pérenniser les aménagements réalisés.

Cet accompagnement ne saurait se faire sur le temps d'un projet uniquement, et nécessite d'être poursuivi dans la durée, en lien avec les acteurs de proximité, au contact des habitants et usagers.

## **E) Les principes incontournables de la GUSP**

### 1. Un processus de coordination multi-acteurs :

La GUSP ne correspond pas à la somme des actes de gestion de chacun des acteurs séparément, mais plutôt à un processus de coordination multi-acteurs sur un quartier. La résolution des problèmes de fonctionnement du quartier est d'autant plus réalisable lorsqu'elle s'appuie sur un partenariat établi entre les principaux acteurs (État, bailleurs sociaux, ville, CABBALR, opérateurs de proximité...) pour apporter des solutions collectives, coordonner les moyens, les mutualiser. C'est l'approche pluri-acteurs qui permet également d'appréhender des problèmes sous des angles différents et d'apporter

des réponses transversales en faisant appel aux responsabilités, ressources et dispositifs de chacun.

## 2. La reconnaissance du rôle incontournable des habitants :

Les habitants sont des experts d'usage, connaissant parfaitement les logiques des quartiers, les pratiques à l'œuvre, les phénomènes en cours. A ce titre, ils ne sauraient être réduits à un seul rôle de contributeur à une analyse sur la gestion du quartier. Leur force de proposition doit également être mobilisée et prise en compte dans le cadre de l'élaboration des plans d'action de la GUSP. Cette démarche est gage de pérennité des actions tout autant que garante de l'implication des usagers dans le fonctionnement du quartier de la Politique de la Ville.

Ce rôle incontournable s'exprime aujourd'hui dans la participation notamment aux diagnostics en marchant de GUSP, le centre social et d'autres instances de démocratie participative existantes sur les quartiers.

Les initiatives citoyennes sur des actions liées au cadre de vie sont également une illustration du rôle incontournable que les habitants jouent pour une qualité de vie sur leur quartier.

## **LE CADRE DE MISE EN OEUVRE OPÉRATIONNEL DE LA GUSP**

### **A) Rappel du cadre national de mise en œuvre de la GUSP :**

**Au plan national, la gestion urbaine de proximité est une démarche qui se concrétise particulièrement à travers le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »** des contrats de ville. Celui-ci affirme l'intérêt de s'engager dans ce type de projets.

L'Etat, l'ANRU, le CGET et l'USH ont par ailleurs élaboré une **note de cadrage en 2012** rappelant les contours de la gestion urbaine de proximité, qui constitue un cadre de mise en œuvre repris dans la présente charte.

Le nouveau Programme de Renouvellement Urbain quant à lui exige que la GUP soit une dimension à part entière des projets. Le Règlement Général de l'ANRU, adopté en Juillet 2015, en fait un critère de recevabilité des projets, c'est-à-dire que les usages, la gestion, l'impact sur la tranquillité publique sont autant d'éléments qu'il convient de questionner au moment de concevoir le projet de renouvellement urbain.

**Les organismes HLM sont également concernés à travers l'abattement de leur Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties.** Le cadre national du 29 avril 2015 conclu entre l'Etat, l'USH et les représentants des collectivités locales détermine les modalités de mise en œuvre des plans d'actions justifiant du ré investissement de l'abattement partiel de la TFPB en application de l'article 1388 bis du code général des impôts. Ces plans d'action sont coconstruits, à l'échelle des quartiers prioritaires, avec les partenaires sur la base d'un diagnostic partagé. Ils constituent un élément des plans d'action GUSP locaux et, à ce titre, sont soumis à l'avis des maires des communes concernées.



En dehors du cadre de l'ANRU, aucun texte ne contraint à la mise en œuvre d'une convention GUSP, il s'agit plutôt d'incitations à leur déploiement pour apporter une opérationnalité aux ambitions d'amélioration du cadre de vie et de la qualité de service sur les quartiers prioritaires.

## B) Le cadre communal de la GUSP :

### a) Historique et contexte local :

Suite à la réforme de la politique de la ville de 2014, une réflexion de la démarche de gestion urbaine sociale de proximité a été lancée en 2019 par la Ville de Lillers. Il s'en suivit une formation portée par la CABBALR cette même année et à laquelle la ville de Lillers a participé activement. La présente convention en est l'aboutissement. Elle définit le cadre et la philosophie d'intervention souhaitée par la Ville en la matière.

### b) Périmètre d'intervention :

#### LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE (QPV LILLERS)

Nom du territoire concerné : LILLERS - Quartier Prioritaire – « QP062057 Ville Centre Lillers »

Liste des rues au sein du périmètre QPV

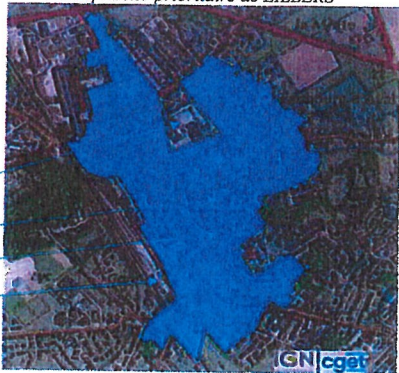
RUE D'AIRE	RUE PASTEUR	RUE DE VERDUN pp*
PLACE DES FFI	RUE DU DR M LAVERGIN	RUE DE SAINT VENANT pp*
RUE DU MARECHAL DELATTRE DE TASSIGNY	RUE MOZART	RUE PHILIOMEL pp*
RUE DE LA GARE	RUE SEBASTOPOL	BD DE PARIS pp*
RUE DE RELINGUE	RUE DE PERNES	RUE DE LA PLAINE pp*
RUE DES CHATS	RUE CARNOT	RUE DES PROMENADES pp*
RUE DU FAUBOURG D'AVAIL	RUE NEUVE	RUE ANGELA DEVIS
PLACE DE L'EGLISE	RUE FANIE	IMPASSE DUWET
PLACE JEAN JAURES	RUE DE L'EGLISE	RUE A ROSENBERG
PLACE ROGER SALENGRO	RUE DU COMMERCE	SYCOMORES Rés.
RUE D'HAM	IMPASSE JAURES	ALLENDE Rés.
RUE DE LA REPUBLIQUE	PLACE ANSART	Cité BELLEVUE
RUE DES REMPARTS	RUE D'HURIONVILLE	
RUE DU CHAPITRE	RUE DU MARECHAL JUIN	
RUE DE LA POSTE		
RUE DU MARECHAL LECLERC		
RUE DE LA DONDAINE		

\*rue de Verdun jusqu'au n° 38 (AH 547)  
rue de Saint Venant jusqu'au n° 79 (AD 266)  
rue Philiomel jusqu'au n° 42 (AI 149)  
Bd de Paris jusqu'au n° 25 (AI 625)  
rue de la Plaine jusqu'au n° 45 (AI 385)  
rue des Promenades jusqu'au n° 23 (AH 324)

Quelques repères :

- Collège Léo-Lagrange
- Place de l'Eglise
- Hôtel de Ville
- Gare

*Le quartier prioritaire de LILLERS*



Le périmètre concerné vise le quartier prioritaire, soit l'hypercentre de Lillers. Présenté comme un quartier concentrant des difficultés socio-économiques et des dysfonctionnements importants, l'hypercentre de Lillers est retenu au titre de la politique de la ville.

Avec ses 2 693 habitants (C.V. - Source : © IGN – Octobre 2014 - CGET), l'hypercentre de Lillers est un grand quartier prioritaire.

Le quartier présente des caractéristiques socio-économiques faisant apparaître une fragilité et une paupérisation de sa population avec notamment un revenu mensuel disponible médian de 1 065€ (C.V. - Source : © IGN – Octobre 2014 - CGET), ce qui en fait également un quartier pauvre.

Le quartier est vaste et se caractérise principalement par ses ensembles d'habitats individuels mêlés à l'habitat collectif. Si la population se sent appartenir à la ville de Lillers, elle s'approprie avant tout le sous-secteur auquel elle appartient.

### **C) La mise en œuvre opérationnelle de la GUSP :**

#### **a) Enjeux opérationnels :**

Les principaux enjeux opérationnels qui constituent le cadre communal de la GUSP, dans ce quartier en mutation progressive, sont au nombre de 7 :

1. Améliorer l'ambiance urbaine
2. Garantir la propreté des espaces publics et privés
3. Favoriser les mobilités et les déplacements
4. Assurer la gestion de tous les types de déchets
5. Organiser les gestions transitoires et de chantiers
6. Améliorer la relation aux usagers
7. Garantir un accès aux services de proximité

Ceux-ci sont déclinés en objectifs opérationnels et accompagnés d'indicateurs de mesure permettant d'analyser la situation entre 2023 et 2024.

b) Objectifs opérationnels :

**L'ambiance urbaine**

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Ambiance urbaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervenir sur la régulation des espaces</li> <li>• Faire converger les préoccupations de gestion urbaine et de tranquillité publique</li> <li>• Accompagner l'appropriation de son quartier par les habitants</li> <li>• Contribuer à la régulation des relations sociales</li> <li>• Garantir une prise en compte des acteurs de l'ambiance urbaine dans les projets d'aménagement</li> <li>• Développer la prévention situationnelle</li> </ul>	<p>Nombre de signalements et/ou plaintes de Tadao</p> <p>Nombre d'actes de vandalisme sur le mobilier urbain communal</p> <p>Nombre d'études de prévention situationnelle menées dans le cadre de nouveaux projets urbains, aménagements, éclairages publics...</p>

**La propreté des espaces publics et privés**

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Propreté des espaces publics et privés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poser une définition partagée de la notion de propreté et du niveau de propreté à atteindre</li> <li>• Poser les principes de l'intervention de chacun sur les quartiers prioritaires</li> <li>• Envisager la mobilisation d'outils spécifiques pour assurer un entretien de qualité sur des espaces problématiques (ex. : conventions de gestion des espaces publics et privés)</li> <li>• Poser l'expertise d'usage comme enjeu fondamental de la propreté</li> </ul>	<p>Nombre de conventions de gestion des espaces publics et privés mis en place dans le cadre du contrat de ville</p>

**La mobilité et les déplacements**

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Mobilités et déplacements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le maintien des circulations dans les quartiers, notamment pendant les phases de chantier</li> <li>• Garantir une qualité de service équivalente par rapport au reste du territoire</li> <li>• Intégrer et développer les différents modes de déplacement selon les usages et les besoins du quartier et des habitants</li> <li>• Contribuer à organiser les stationnements sur les quartiers en identifiant les leviers exploitables (mutualisation, action sur les coûts...)</li> </ul>	<p>Proximité des quartiers et les zones de transport en commun</p> <p>Nombre de places PMR/nombre d'habitants dans les quartiers</p> <p>Nombre de points noirs sur les stationnements sauvages</p> <p>Nombre d'actions menées sur la sensibilisation à la mobilité</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler sur la perception de la mobilité par les habitants</li> </ul>	Mise en œuvre de parcours alternatifs et sécurisés sur les chantiers de la commune
--	---	--

### La gestion de tous les types de déchets

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Gestion de tous types de déchets	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir des espaces publics de qualité grâce à un traitement des déchets sauvages</li> <li>• Contribuer à prévenir les risques d'incendies grâce à une gestion optimale et organisée des déchets</li> <li>• Adapter la collecte des résidus urbains aux besoins des habitants et des bailleurs</li> <li>• Agir sur les comportements déviants</li> </ul>	Qualité du tri sur les quartiers  Nombre de rendez-vous Encombrants  Actions de sensibilisation menées sur les déchets

### Gestion transitoire, gestion des chantiers

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Gestion transitoire, gestion des chantiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer une gestion de qualité au service du maintien du cadre de vie pendant les travaux</li> <li>• Garantir l'accessibilité des équipements et au logement pendant les chantiers</li> <li>• Offrir un niveau de service équivalent pendant les chantiers</li> <li>• Développer des actions transitoires pour que les habitants restent acteurs de leur environnement et contribuent au retournement d'image</li> </ul>	Inscription des règlements de chantiers dans les DCE  Evolution du nombre d'accidents de chantiers impliquant des habitants  Adaptation des chantiers à l'organisation horaire des équipements de proximité (école...)

### La relation aux usagers

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
La relation aux usagers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer les conditions d'une implication des habitants et usagers dans les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité</li> <li>• Identifier les moyens nécessaires à cette mobilisation</li> <li>• Fournir des ressources pour accompagner la relation aux usagers</li> </ul>	Temps de travail impliquant des habitants sur la GUSP

### Accès aux services de proximité

Enjeu	Objectifs opérationnels que la démarche de GUSP doit appréhender	Indicateurs de mesure
Accès aux services de proximité	<ul style="list-style-type: none"><li>• Garantir un maintien aux services et équipements sur les quartiers</li><li>• S'assurer d'un équilibre sur la présence d'équipements sur les quartiers</li></ul>	Evolution de la fréquentation par les habitants des équipements de proximité

La mise en œuvre opérationnelle de la GUSP repose sur le **plan d'action local annuel**. Les actions spécifiques seront déterminées au 1<sup>er</sup> comité technique.

Il s'agira notamment de maintenir une veille partenariale et un réseau d'échange d'informations et de coopération fonctionnelle mais aussi d'assurer le recueil des demandes des habitants => *tableau de suivi* et d'accompagner les habitants dans le cadre des Ateliers de Travaux Urbains.

Intégré au plan d'action local, chaque bailleur social, signataire du Contrat de Ville, disposant de patrimoine sur la ville de Lillers en politique de la Ville a fait sa demande de prorogation de **convention d'un an** incluant la liste des actions qu'il souhaite conduire au profit de l'amélioration des conditions de vie des habitants en contrepartie de **l'abattement sur la Taxe Foncière pour le Propriétés Bâties** dont il bénéficie. Ce plan d'action sera établi dans la forme reprise en annexe 1.

Courant 2023, ces plans d'actions donneront lieu à l'élaboration d'un **bilan communal** permettant :

- D'en mesurer la bonne mise en œuvre ;
- De valider les ajustements nécessaires au vu de l'évolution du contexte.

La GUSP s'inscrit dans la politique globale de qualité de service menée par les bailleurs sociaux. La présence sur site des bailleurs, à travers les agences locales, les gardiens d'immeubles et les personnels d'entretiens, permet d'apporter des réponses rapides aux dysfonctionnements relevés par les équipes à travers les veilles techniques, ou les remontées d'information de la part des locataires.

## LE DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Un outil synthétique permet le suivi des actions engagées. Voir annexe 2.



Le dispositif de pilotage du projet, conduit par la Ville de Lillers, repose sur différentes instances :

Instance	Composition	Missions	Fréquence des réunions
Comité de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> <li>_ Ville de Lillers :</li> <li>- Le Maire</li> <li>- 1<sup>er</sup> adjoint au Maire</li> <li>- Adjointe en charge de la politique de la ville</li> <li>- Services Techniques</li> <li>- Police Rurale</li> <li>- L'Etat</li> <li>_ La CABBALR</li> <li>_ Les Bailleurs sociaux</li> <li>_ Association SOLILLERS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>_ Définit le dispositif d'animation globale de la Gestion Urbaine Sociale de Proximité</li> <li>_ Fixe les orientations stratégiques et opérationnelles</li> <li>_ Etablit et suit le plan d'action annuel dont celui de la convention d'abattement TFPB</li> <li>_ Assure la cohérence des actions menées par les différents opérateurs</li> <li>_ Evalue la démarche et assure le suivi du périmètre placé en veille active</li> <li>_ Assure une veille et permet un échange sur le suivi des quartiers sur les thématiques définies :               <ul style="list-style-type: none"> <li>1/ Améliorer l'ambiance urbaine</li> <li>2/ Garantir la propreté des espaces publics et privés</li> <li>3/ Favoriser les mobilités et les déplacements</li> <li>4/ Assurer la gestion de tous les types de déchets</li> <li>5/ Organiser les gestions transitoires et de chantiers</li> <li>6/ Améliorer la relation aux usagers</li> <li>7/ Garantir un accès aux services de proximité</li> </ul> </li> </ul>	<p>2 en 2023</p> <p>1 au démarrage de la GUSP, soit juste après la signature de la présente convention</p> <p>1 en fin d'année 2023. Il servira à évaluer la mise en œuvre de la GUSP à l'aide d'indicateurs d'évaluation quantitatifs. La partie qualitative est laissée à l'appréciation de l'ensemble du comité technique.</p>

Comité <b>technique</b> thématique	<p>Rassemble les référents des différents services de la Ville (politique de la ville, service espaces verts, police rurale), le référent de la CABBALR, un représentant de l'Etat, les bailleurs sociaux, l'association SOLILLERS et les bénévoles.</p> <p>Des groupes de travail thématiques peuvent être créés en fonction d'une problématique particulière.</p> <p>Le format « diagnostic en marchant » pourra être retenu si nécessaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>_ Mener une réflexion sur une problématique particulière</li> <li>_ Proposer les actions et solutions opérationnelles</li> <li>_ Assurer par une coordination permanente des acteurs la mise en oeuvre de la convention de Gestion Urbaine de Proximité et des plans d'actions annuels qui en découlent ;</li> <li>_ Observer les évolutions du quartier en matière de fonctionnement et d'ambiance afin de proposer les adaptations et/ou les actions qu'il serait nécessaire de mettre en place à l'échelle du quartier</li> <li>_ Produire les éléments de suivi, d'analyse et d'orientation au Comité de Pilotage afin qu'il puisse décider des priorités annuelles à développer</li> <li>Instruction et validation des projets éligibles selon dispositif</li> </ul>	<b>1 par trimestre</b>
--	---	--	------------------------

## **RESPECTER ET PARTICIPER A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION, C'EST :**

Les partenaires s'engagent à mobiliser les moyens nécessaires pour :

- Contribuer à asseoir une vision commune de la GUSP portant sur toutes les dimensions évoquées dans la présente convention ;
- Mettre en place la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité sur les quartiers prioritaires ;
- Contribuer à l'atteinte des objectifs par le déploiement d'actions coordonnées ;
- Participer aux temps collectifs autour de la GUSP (Comité de pilotage, comité technique) ;
- Associer les habitants et les associations comme des partenaires actifs de la gestion de leur quartier ;
- Garantir la mobilisation de l'ensemble des acteurs de proximité, acteurs plus habituellement éloignés de la GUSP ;
- Assurer la transmission des informations en vue des réunions prévues dans le cadre de la convention locale ;
- Assurer les productions nécessaires à la production du bilan annuel.



## Page de signatures

Pour la Ville de Lillers,  
le Maire,  
Carole Dubois,

Pour SIA Habitat,  
La Directrice Générale du Service Habitat,  
Madame CORNILLON,

Pour Pas-de-Calais Habitat,  
Le Directeur du Territoire Béthune Bruay,  
Monsieur Olivier PARIS,

Pour La Société Immobilière du Grand Hainaut,  
La Responsable de Territoire,  
Madame Valérie BOITE,

Pour Maisons et Cités,  
Le Directeur de Territoire de Bruay la Buissière,  
Monsieur Pierre-Antoine RANDOUR ,

## Annexe 1 :

## Programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023 – PAS-DE-CALAIS-HABITAT

CONTRAT DE VILLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BETHUNE BRUAY ARTOIS LYS ROMANE													
Programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023													

Programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023 – SIA HABITAT

CONTRAT DE VILLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BETHUNE BRUAY ARTOIS LYS ROMANE  
Programme d'actions lié à l'abattement de TFPB sur 2023

PERIODE : 2023  
ORGANISME : SIA HABITAT

COMMUNE : LILLERS  
Nombre de logements dans le quartier (2018) : 172

NOM DU QUARTIER : CENTRE VILLE  
N°OPV : 0962007  
Montant prévisionnel de l'abattement 2016-2022 : 154 076 €  
Montant engagé par l'organisme total 2016-2022 : 154 343,65 €

Montant prévisionnel de l'abattement 2023 : 25593 €  
Montant total engagé par l'organisme en prévisionnel 2023 : 136 235,35 €

	Axe	Actions	Bilan 2016-2022				Bilan 2016-2022				Dépense valorisée TFPB au titre 2023 (a)	Total prévisionnel 2023 (a+b)
			MONTANT ABATTEMENT 2016-2022	MONTANT ENGAGÉ EN CONTREPARTIE DE 2016-2022	MONTANT ENGAGÉ REPORTÉ SUR LA PÉRIODE 2023	MONTANT ABATTEMENT 2016-2022	MONTANT ENGAGÉ EN CONTREPARTIE DE 2016-2022	MONTANT ENGAGÉ REPORTÉ SUR LA PÉRIODE 2023	MONTANT ABATTEMENT 2016-2022	MONTANT ENGAGÉ REPORTÉ SUR LA PÉRIODE 2023		
1	Renforcement de la présence du personnel de proximité	Renforcement du gardiennage et surveillance Agents de médiation sociale Agents de développement social et urbain Gardiennage nuit de la gestion de proximité Retenue sécurité	2 758,00 €	2 758,00 €	5 900 €	2 758,00 €	2 758,00 €	5 900,00 €	2 758,00 €	5 900,00 €	1 250,00 €	1 250,00 €
SOUS-TOTAL			2 758,00 €	2 758,00 €	5 900 €	2 758,00 €	2 758,00 €	5 900,00 €	2 758,00 €	5 900,00 €	1 250,00 €	1 250,00 €
2	Formation/soutien des personnels de proximité	Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social...) Gestion des équipements Dispositif de soutien	4 755,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	4 755,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	1 250,00 €	1 250,00 €
SOUS-TOTAL			4 755,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	4 755,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	4 755,00 €	11 000,00 €	1 250,00 €	1 250,00 €
3	Sur-entretien	Renforcement nettoyage Enlèvement de tas et ordures Renforcement maintenance équipements et aménagement des déchets d'intervention Réparations des équipements vandalisés (boisements...)	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		
SOUS-TOTAL			1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		
4	Gestion des déchets et encombrants / épaves	Gestion des encombrants : Renforcement ramassage déchets et déchets Enlèvement des épaves Amélioration de la collecte des déchets	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €		
SOUS-TOTAL			3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €		
5	Tranquillité résidentielle	Dispositif tranquillité Vidéosurveillance Surveillance des véhicules Appels de citoyens en vidéosurveillance	4 800,00 €	4 800,00 €		4 800,00 €	4 800,00 €		4 800,00 €	4 800,00 €		
SOUS-TOTAL			4 800,00 €	4 800,00 €		4 800,00 €	4 800,00 €		4 800,00 €	4 800,00 €		
6	Concertation / sensibilisation des habitants	Participation/implication/formation des habitants et associations de locales Dispositif spécifique à la sensibilisation, à la maîtrise des charges, collectes sélective, nouveaux usages, gestes éco-citoyens Enquêtes de satisfaction territoriales	500	500,00 €	4 000,00 €	500	500,00 €	4 000,00 €	500	500,00 €		
SOUS-TOTAL			500	500,00 €	4 000,00 €	500	500,00 €	4 000,00 €	500	500,00 €		
7	Animation, lien social, vivre ensemble	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble » Actions d'accompagnement social spécifiques : Services spécifiques aux habitants (ex : portage de courses en cas de maladie, d'absence) Régulation des conflits (jeunes, habitants d'habitation) Régulation des conflits (jeunes, habitants d'habitation) Régulation des conflits (jeunes, habitants d'habitation)	11 900,00 €	11 900,00 €	37 540 €	11 900,00 €	11 900,00 €	37 540 €	11 900,00 €	11 900,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €
SOUS-TOTAL			11 900,00 €	11 900,00 €	37 540 €	11 900,00 €	11 900,00 €	37 540 €	11 900,00 €	11 900,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €
8	Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)	Petits travaux d'amélioration du cadre de vie Travaux de remise en état des logements Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicode, Vgk)	2 500,00 €	2 500,00 €	5 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	5 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	16 250,00 €	16 250,00 €
SOUS-TOTAL			2 500,00 €	2 500,00 €	5 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	5 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	16 250,00 €	16 250,00 €
MONTANT TOTAL PREVISIONNEL			69 012,00 €	69 012,00 €	57 932,00 €	69 012,00 €	69 012,00 €	57 932,00 €	69 012,00 €	69 012,00 €	9 732,35 €	9 732,35 €



## Annexe 2 : Tableau de suivi des actions engagées

Réponses  Axes d'intervention	Problème à traiter	Constat	Actions			Etat d'avancement	Coût	Causes retard ou report	Evaluation de l'action/Evolution	Commentaire
			Réponse gestion	Réponse usage (prévention sanction)	Réponse conception / aménagement					
Ambiance urbaine (tranquillité, sécurité)										
Propreté, entretien										
Mobilités et déplacements										
Gestion de tous les types de déchets										
Gestions transitoires et de chantiers										
Relation aux usagers										
Accès aux services de proximité										

# Contrat de Ville

## Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane

### Avenant à la Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ANNÉE 2023

L'article 1338 bis du Code Général des Impôts précise les modalités d'application de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties des organismes d'habitations à loyers modérés (HLM) dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Cet abattement s'applique aux logements propriétés de ces organismes HLM s'ils sont signataires dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville et d'une convention, annexée au contrat de ville, conclue avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de l'Etat dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

Une convention d'abattement a été signée le 17 novembre 2016 entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois-Lys Romane, la commune de Lillers et l'organisme HLM Pas-de-Calais habitat, modifiée par avenants datés d'octobre 2018 et décembre 2020 et avec en annexe un programme d'actions, contrepartie de l'abattement, dont bénéficie annuellement l'organisme HLM pour le quartier Ville Centre.


Les parties conviennent de proroger la durée de la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour application de l'abattement jusqu'aux impositions établies au titre de l'année 2023, et ce, afin de couvrir la période du Contrat de Ville.

Aussi, le programme d'actions annexé au présent avenant pour l'année 2023 tient compte du bilan des actions réalisées sur la période 2016-2022.

Les autres clauses de la convention susvisée restent inchangées.

Fait à Arras, en 4 exemplaires originaux, le 26.12.22

Pour l'Etat, M. le Sous-Préfet, Eddie BOUTTERA

*Le Sous-Préfet*  
  
**EDDIE BOUTTERA**

Pour la Communauté d'Agglomération, M. le Président, Olivier GACQUERRE

*Par délégation du Président de la Communauté d'Agglomération, Eric EDWARDS*  
  


Pour l'organisme HLM Pas-de-Calais Habitat, le Directeur, Bruno FONTALIRAND

Pour la commune de Lillers, **Madame** le Maire, Carole DUBOIS.

**Pas de Calais Habitat**  
4, avenue des Droits de l'Homme  
CS 20926 - ARRAS 62022 Cedex





CONTRAT DE VILLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BETHUNE BRUAY ARTOIS LYS ROMANE														
Programme d'actions lié à l'abattement de TFPB 2023														
PERIODE : 2023			COMMUNE :		LILLERS		NOM DU QUARTIER : VILLE CENTRE		Montant prévisionnel de l'abattement 2023 :		8535			
ORGANISME : Pas-de-Calais habitat			Nombre de logements dans le quartier :		42		N°QPV : QP062057		Montant total engagé par l'organisme en prévisionnel 2023 :					